MAIRIE DE PARIS

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

N° 38 - Juin 2012

TABLEAU DE BORD ECONOMIQUE DE PARIS

- ➪ L'évolution mensuelle du chômage à Paris a été en hausse de +0,3 % en mars et en baisse de –0,1 % en avril 2012.
- ➪ En avril 2012, le Greffe du Tribunal de Commerce de Paris enregistre 356 577 entreprises en activité, soit 7 456 entreprises de plus qu'en avril 2011.
- ➪ La région parisienne représente 77,2 % des investissements français de l'immobilier d'entreprise au 1er trimestre 2012.
- ➪ Au 1er trimestre 2012 à Paris, le nombre des ventes dans le marché de l'immobilier d'habitation a augmenté de 25 % par rapport au 1er trimestre 2011.
- ➪ Le taux d'occupation moyen de l'hôtellerie homologuée parisienne est de 79,8 % en mars 2012, soit +0,8 % comparé à mars 2011.
- ➪ De janvier à mars 2012, le trafic aérien cumulé du nombre de mouvements commerciaux a baissé de –1,4 % par rapport au 1er trimestre 2011.
- ➪ Avec 126 projets en 2011, Paris représente 54,1 % des investissements étrangers en Île-de-France.

Dans ce numéro :

Le chômage	*2*
Les entreprises	*3*
Les investissements de l'immobilier d'entreprise	*4*
L'immobilier d'habitation	*6*
Le tourisme	*9*
Le transport aérien	*10*
Projecteur sur… Les investissements étrangers en 2011	*11*

Réalisation :
Mission études et statistiques
Direction du développement économique, de l'emploi et de l'enseignement supérieur

Tél. : 01 71 19 20 34

Périodicité des données :
Chômage : données mensuelles.
Entreprises : données mensuelles et trimestrielles.
Immobilier de bureau : données trimestrielles.
Immobilier d'habitation : données trimestrielles.
Tourisme : données mensuelles.
Transport aérien : données mensuelles.

Le chômage

(Sources : DIRECCTE Île-de-France / SESE)

Évolution mensuelle

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A a baissé de -0,1 % en avril 2012, soit 90 personnes de moins qu'au mois précédent. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A s'élève à 114 290 au 30 avril 2012.

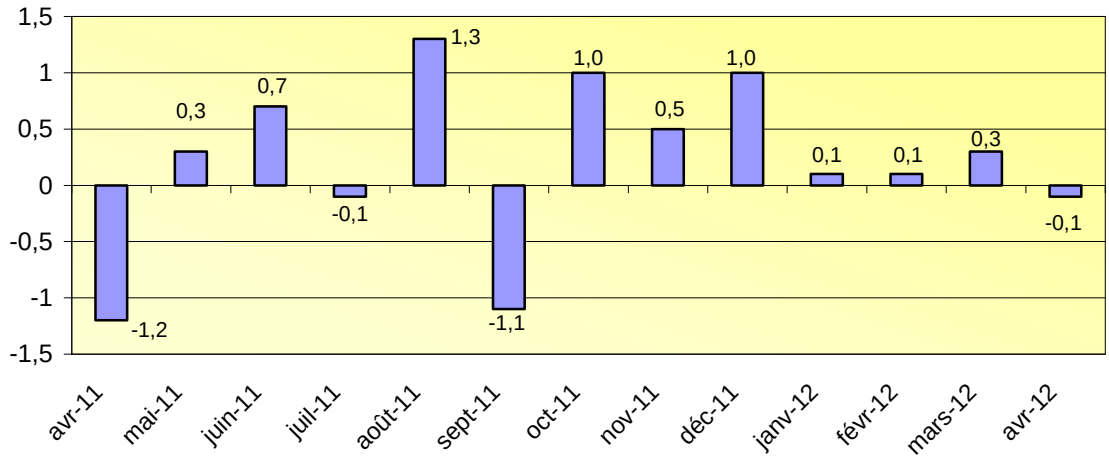
L'évolution mensuelle du chômage en catégorie A est en hausse de +0,2 % pour la région Île-de-France et +0,1 % pour la France métropolitaine.

Évolution annuelle

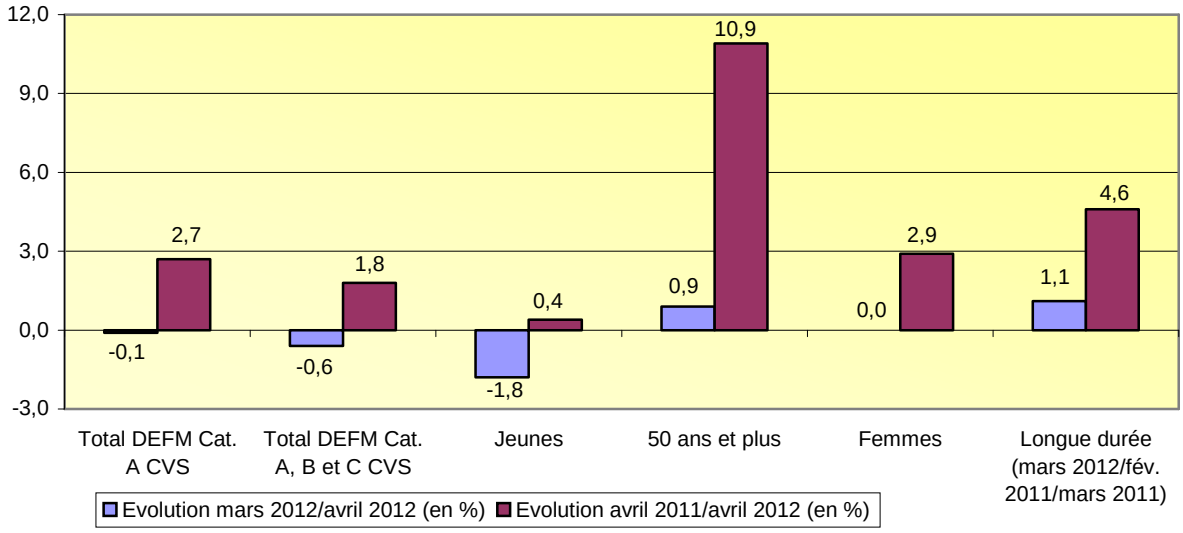
En avril 2012, sur un an, l'évolution du chômage s'établit à +2,7 % à Paris en catégorie A ; +5,8 % pour l'Île-de-France et +7,5 % pour la France métropolitaine.

DEFM Cat. A (données CVS révisées en janvier 2012)	
31/12/2007	91 840
31/12/2008	93 950
31/12/2009	111 240
31/12/2010	113 350
31/12/2011	113 950
30/04/2012	114 290

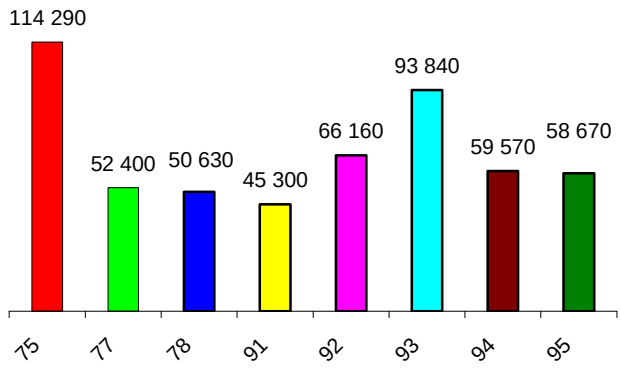
Evolution mensuelle DEFM catégorie A - Paris (données CVS, en %)



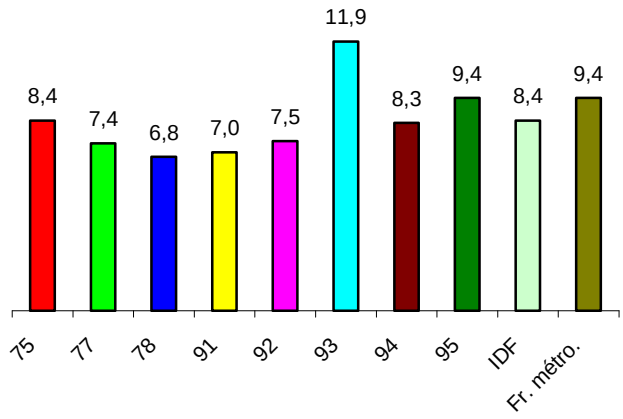
Evolution des demandeurs d'emploi - Paris



DEFM avril 2012 (Cat. A—données CVS)



Taux de chômage 4e trimestre 2011



Les entreprises

(Sources : Greffe du Tribunal de Commerce de Paris)

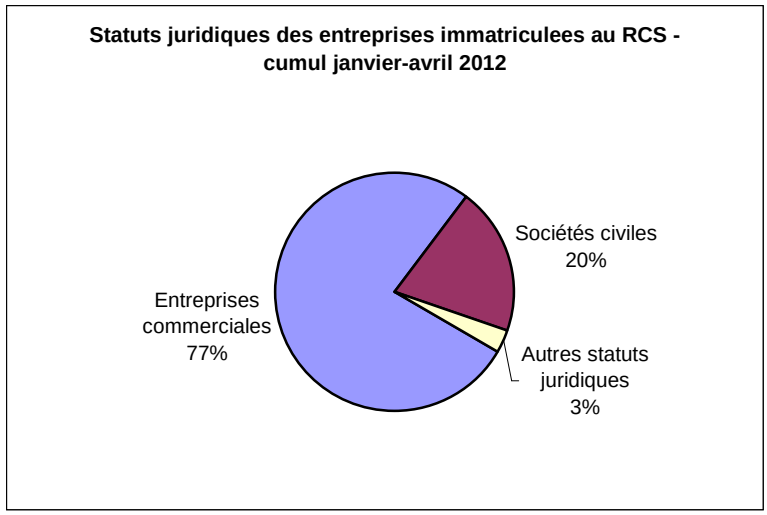
Stock

Le Greffe du Tribunal de Commerce de Paris fait état de 356 577 entreprises actives à la fin avril 2012 (hors professions libérales et entreprises artisanales individuelles), correspondant à 7 456 entreprises de plus qu'à la même période 2011 (+2,1 %).

Immatriculations d'entreprises

De janvier à avril 2012, 11 412 immatriculations ont été enregistrées au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS), soit une baisse de –3 % par rapport à la même période 2011. 77 % de ces immatriculations concernaient des entreprises commerciales.

2012	Janvier	Février	Mars	Avril
Cumul annuel	2 592	5 738	8 725	11 412
Evolution du cumul annuel 2012/2011	-0,4%	2%	-2%	-3%



Entreprises en difficultés

Les procédures de sauvegarde, de redressements et de liquidations judiciaires sont en diminution sur le cumul annuel janvier/avril 2012 comparativement à la même période 2011.

Cumul 2012		Janvier	Février	Mars	Avril
Détection des entreprises en difficultés					
- prévention et détection	Nombre	157	359	641	853
	Evolution/2011	-4%	0%	-8%	11,5%
- négociation	Nombre	13	28	42	58
	Evolution/2011	62,5%	22%	50%	42%
- emplois concernés	Nombre	6 713	7 634	8 660	9 693
	Evolution/2011	-5%	-50%	-46%	-48%
Procédures d'observation et de traitement des difficultés					
- sauvegarde	Nombre	1	2	2	8
	Evolution/2011	-80%	-60%	-85%	-47%
- redressements	Nombre	26	50	71	92
	Evolution/2011	73%	-4%	-28%	-24%
- emplois concernés	Nombre	870	1 358	1 661	2 609
	Evolution/2011	98%	44%	-80%	-70%
Procédures de liquidations judiciaires					
- jugements d'ouverture	Nombre	266	622	903	1 150
	Evolution/2011	19%	14%	-1%	-1%
- emplois concernés	Nombre	226	479	793	1 126
	Evolution/2011	-32%	-62%	-58%	-48%

L'investissement de l'immobilier d'entreprise* au 1er trimestre 2012 (Source : BNP Real Estate)

Avec 2,2 milliards d'euros investis au 1er trimestre 2012 en France, le marché de l'investissement en immobilier d'entreprise est stable comparativement au 1er trimestre 2011. Cependant que le volume d'investissement en immobilier d'entreprise (essentiellement hors hôtels) a enregistré une baisse de 12 % sur cette période. L'hôtellerie a en effet contribué à renforcer le marché de l'investissement en ce début d'année avec une progression des volumes de 72 %.

La région parisienne est celle qui totalise la part la plus importante dans l'investissement sur le territoire français soit 77,2% de l'ensemble avec 1,68 milliards d'euros et les autres régions 497 millions d'euros.

Répartition géographique	2010 T1	2011 T1	2012 T1
Région Parisienne	1 096	1 531	1 684
Régions	801	688	497
Total	**1 897**	**2 220**	**2 181**

Si les actifs "prime" (immeubles de qualité, bien positionnés loués à des locataires de renom sur une longue période) sont les cibles privilégiées des acquéreurs, l'offre reste rare sur cette typologie d'actifs. Ce déséquilibre entre l'offre et la demande justifie la progression des valeurs cotées des immeubles "prime" au cours de ces 2 dernières années, ainsi que la faiblesse du taux de rendement "prime" qui s'établit à 4,70 % pour les meilleurs actifs situés dans le Quartier Central des Affaires de Paris (Paris QCA), alors qu'en première couronne il est de 6,1 % et 6,5 % en seconde couronne.

Les actifs "secondaires" sont quant à eux plus nombreux sur le marché, cependant les investisseurs restent prudents sur ce créneau et négocient davantage leur prime de risque. En effet, malgré l'éloignement du scénario de récession économique, les acheteurs restent averses au risque. Le manque de visibilité concernant la conjoncture économique favorise l'attentisme et restreint les critères de sélection des investisseurs, qui se positionnent principalement sur les actifs les plus fluides dans les secteurs d'affaires établis. A ce titre, les bureaux restent en tête avec 61 % des volumes investis au 1er trimestre 2012.

* L'immobilier d'entreprise comprend l'immobilier de bureaux, les commerces, les entrepôts, bâtiments d'activité et les hôtels.

TAUX DE RENDEMENT INITIAL "PRIME"

Bureaux Île-de-France	2010 T1	2011 T1	2012 T1	Tendance 2012 T1 / 2011 T1
Paris QCA	5,00 - 5,50 %	4,50 - 5,00 %*	4,70 %*	→
Paris hors QCA	6,00 - 6,50 %*	5,25 - 5,75 %*	4,75 %*	↘
La Défense	6,00 - 6,50 %*	5,60 - 6,20 %*	5,90 %*	→
Croissant Ouest	6,25 - 6,75 %*	5,80 - 6,30 %	5,80 %	→
1ère Couronne	6,50 %*	5,85 - 6,25 %	6,10 %	→
2ème Couronne	> 7,25 %*	6,50 - 7,00 %	6,50 %	→

Bureaux Régions	2010 T1	2011 T1	2012 T1	Tendance 2012 T1 / 2011 T1
Aix/Marseille	6,50 - 7,00 %*	6 - 6,30 %*	6,10 %*	→
Lyon	6,50 %*	6 - 6,30 %	6,10 %*	→
Lille	6,70 - 7,00 %*	6,30 - 6,70 %	6,50 %*	→
Bordeaux	7,50 - 7,75 %*	6,60 - 6,90 %	6,70 %*	→
Toulouse	7,25 - 7,50 %*	6,20 - 6,50 %*	6,20 %*	→
Nantes	7,10 - 7,50 %*	6,50 - 7,00 %*	6,70 %*	→
Strasbourg	7,50 %*	6,90 - 7,50 %*	6,90 %*	→

* estimation

Les commerces n'ont totalisé que 10 % des investissements malgré l'intérêt des investisseurs pour cette typologie d'actifs, la rareté de l'offre justifie en grande partie cette tendance. La logistique et l'activité, considérées comme étant plus risquées par nature, ne totalisent que 7 % des volumes investis.

Le taux de rendement pour les commerces en pied d'immeuble à Paris est estimé à 4,5 %, alors qu'en centre commercial en France, il est de 4,9 %.

Commerces	2010 T1	2011 T1	2012 T1	Tendance 2012 T1 / 2011 T1
Pied d'immeuble Paris	5,00 %	4,25 - 4,50 %	4,50 %*	→
Centre commercial France	5,75 - 6,25 %*	5,50 - 6,00 %*	4,90 %*	↘
Parc d'activité commerciale France	7,50 - 8,00 %*	7 - 7,50 %*	6,00 %*	↘

Entrepôts Classe A	2010 T1	2011 T1	2012 T1	Tendance 2012 T1 / 2011 T1
Région parisienne	8,00 - 8,25 %*	7,20 %	7,15 %*	↘
Régions	8,00 - 8,50 %	7,30 %	7,30 %*	→

Bâtiments d'activité	2010 T1	2011 T1	2012 T1	Tendance 2012 T1 / 2011 T1
Région parisienne	8,25 - 8,50 %*	7,75 %	7,75 %*	→

* estimation

En termes d'acteurs, les investisseurs bénéficiant de fonds propres importants restent très actifs. Les fonds (organisme de détention collective d'actifs financiers ou immobiliers gérés par une structure réglementée et agréée - société de gestion) restent les premiers acquéreurs avec 29 % des montants investis. Les assureurs arrivent en seconde position avec 17 % des investissements. Avec 16 % des volumes, les Sociétés Civiles de Placement Immobilier restent actives et devraient renforcer leur positionnement sur le marché au cours des prochains trimestres. En effet, les SCPI classiques diversifiées ont enregistré une collecte record en 2011 avec près de 1,62 milliard d'euros, soit une augmentation de 72 % par rapport à 2010.

Typologie des acquéreurs d'immobilier d'entreprise en France	2010 T1	2011 T1	2012 T1
Assurance / Mutuelle	1 %	29 %	17 %
SIIC	14 %	1 %	17 %
Autres foncières	7 %	18 %	10 %
Fonds	29 %	18 %	29 %
OPCI	32 %	12 %	4 %
SCPI	8 %	13 %	16 %
Investisseurs privés	7 %	9 %	3 %
Autres	2 %	0 %	4 %
Total	**100 %**	**100 %**	**100 %**

BNP PARIBAS REAL ESTATE - Research - Avril 2012

Le taux de rendement d'immeuble de l'hôtellerie dans Paris intra-muros est assez stable avec 5,9 % au 1er trimestre 2012 par rapport 1er trimestre 2011 (fourchette moyenne de 5,9 % à 6,5 %).

Hôtels	2010 T1	2011 T1	2012 T1	Tendance 2012 T1 / 2011 T1
Paris intra-muros	6,00 - 6,50 %*	5,90 - 6,50 %	5,90 %*	→

* estimation

L'immobilier d'habitation à Paris et en Île-de-France au 1er trimestre 2012 (Source : Chambre des Notaires Paris-Île-de-France)

Après un mois de janvier en forte augmentation, les ventes en Île-de-France sont reparties à la baisse. Ce sursaut très ponctuel d'activité n'a pas eu d'impact sur le ralentissement des prix, qui se trouve confirmé, dans un mouvement encore très graduel, mais assez général.

Une résistance des ventes au 1er trimestre 2012 : phénomène conjoncturel

Les ventes du 1er trimestre 2012 ont été portées dans l'ancien par un mois de janvier à haut niveau d'activité. Par rapport à la même période en 2011, le nombre de ventes de logements anciens de janvier 2012 a quasiment doublé. Les ventes ont afflué notamment avant la mise en place au 1er février 2012 d'un régime plus contraignant de l'abattement sur les plus-values immobilières, hors résidences principales. C'est pourquoi après une phase d'essoufflement pendant la seconde moitié de 2011, et grâce au seul mois de janvier, les ventes de logements ont de nouveau progressé sur l'ensemble du 1er trimestre 2012.

En Île-de-France, 43 300 logements neufs et anciens ont été vendus au 1er trimestre 2012, soit une hausse de 14 % par rapport au 1er trimestre 2011. Les ventes sont même supérieures de 4 % en volume à celles observées pendant la période très dynamique qui s'étend de 1999 à 2007.

Les ventes d'appartements ont été davantage soutenues (+16 % par rapport au 1er trimestre 2011) que celles de maisons (+7 %).

Le rebond a naturellement été plus accentué dans la capitale, où les investisseurs et les propriétaires de pieds à terre sont nombreux.

Mais cette embellie circonstancielle ne doit pas tromper : la dynamique du marché a changé. Les acquéreurs font preuve de davantage de sélectivité, ils sont plus réticents à s'engager et ont besoin de plus de temps pour concrétiser leur achat. D'ailleurs les mois de février et mars ont ensuite connu beaucoup moins de transactions. Les ventes de logements anciens ont baissé de 16 % entre février 2011 et février 2012 et de 21 % entre mars 2011 et mars 2012. Enfin, les premières observations disponibles pour avril 2012 laissent anticiper une baisse des ventes qui avoisinerait 20 % pour ce mois.

Dans le neuf, les statistiques de ventes (qui comptabilisent les actes notariés et non les contrats de réservation enregistrés par les promoteurs) ont été portées par la régularisation, obligatoire avant le 31 mars 2012, des ventes pour les logements bénéficiant du dispositif fiscal Scellier dans sa version 2011.

Légère érosion des prix

La tendance récente à l'érosion des prix est confirmée, mais dans un mouvement très progressif et assez habituel : les prix résistent traditionnellement initialement à la baisse des volumes, surtout dans un marché aussi tendu que celui de l'Île-de-France. Cependant, tous les secteurs géographiques et tous les types d'habitat ont connu une stabilisation ou un tassement des prix pendant les 3 premiers mois de 2012.

Dans Paris, le prix au m² (valorisation des indices Notaires-INSEE) ressort à 8 260 € au 1er trimestre 2012, en baisse de 1,1 % par rapport au 4e trimestre 2011. Pendant cette période, seuls 5 arrondissements affichent encore des prix en hausse alors qu'ils reculent dans les 15 autres arrondissements, avec une diminution qui atteint 5,8 % dans le 6e arrondissement. Cette baisse récente et modérée laisse dans Paris, au 1er trimestre 2012, un prix au m² qui est encore supérieur de 7 % au prix du 1er trimestre 2011.

Au 1er trimestre 2012 et par rapport au 4e trimestre 2011, les prix des appartements anciens reculent dans 2 départements sur 3 en Petite Couronne. Les baisses trimestrielles se succèdent, même si elles restent modestes. En Grande Couronne, les prix des appartements n'ont guère évolué pendant les 3 premiers mois de 2012 (de -0,3 % à +1,1 %, en variations trimestrielles, selon les départements). Mais tous avaient connus des baisses pendant les 3 mois précédents.

Enfin, pour les maisons, les prix se sont stabilisés au 1er trimestre 2012 et par rapport au 4e trimestre 2011, avec un coût unitaire de 309 500 €.

Les volumes des appartements anciens

Les volumes présentés correspondent aux logements vendus libres, de gré à gré et en pleine propriété.

Au 1er trimestre 2012, les ventes d'appartements anciens en Île-de-France (26 580) ont progressé de 16 % par rapport au 1er trimestre 2011. Le volume des ventes au cours du 1er trimestre a bénéficié d'un afflux de ventes anticipées avant la réforme sur l'imposition des plus-values immobilières (+92 % de janvier 2011 à janvier 2012). C'est le marché parisien qui a contribué le plus à cette hausse. Les mois de février et de mars 2012 sont eux en baisse dans tous les départements.

	Variation sur 1 an T1 2012 / T1 2011	Ecart du T1 2012 par rapport à la moyenne d'un T1 en "période haute" *
Paris	**25%**	**-4%**
Petite Couronne	**11%**	**-2%**
Hauts-de-Seine	18%	2%
Seine-Saint-Denis	4%	-4%
Val-de-Marne	7%	-6%
Grande Couronne	**12%**	**6%**
Seine-et-Marne	18%	26%
Yvelines	8%	-4%
Essonne	17%	11%
Val-d'Oise	7%	1%
Ile-de-France	**16%**	**0%**

Les prix des appartements à Paris, en Petite et Grande Couronnes

Prix des appartements anciens à Paris

	Paris				
	T1 2011	T2 2011	T3 2011	T4 2011	**T1 2012**
Indice Notaires-INSEE	*120,0*	*126,4*	*130,1*	*129,7*	***128,3***
Prix au m² (valorisation indice)	*7 720 €*	*8 140 €*	*8 370 €*	*8 350 €*	***8 260 €***
Variation annuelle	*20,0%*	*22,1%*	*19,3%*	*14,2%*	***7,0%***
Variation trimestrielle	*5,6%*	*5,3%*	*2,9%*	*-0,3%*	***-1,1%***

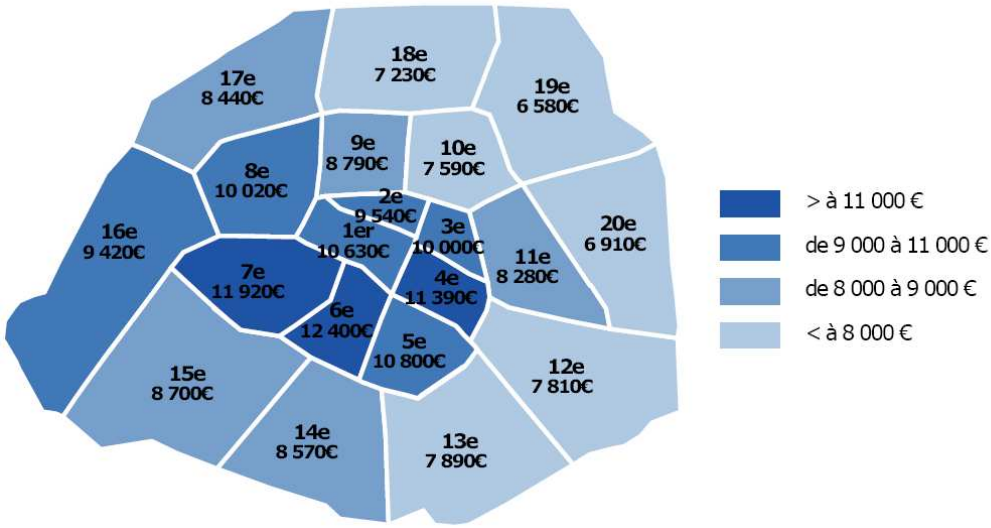
A Paris au 1er trimestre 2012, le prix au m² des appartements anciens (sous-jacents aux indices Notaires-INSEE) s'établit à 8 260 €, contre 8 370 € au 3e trimestre 2011 et 8 350 € au 4e trimestre 2011. On retrouve cependant 7 arrondissements au dessus des 10 000 €/m², en-tête desquels le 6e arrondissement reste le plus cher de la capitale et le seul au dessus des 12 000 €/m². Les arrondissements les moins chers sont le 19e (6 580 € /m²) et le 20e (6 910 € /m²).

En variation annuelle, les prix sont toujours en progression de 7 % du 1er trimestre 2011 au 1er trimestre 2012, soit moitié moins qu'au trimestre dernier où l'évolution annuelle était de 14,2 % du 4e trimestre 2010 au 4e trimestre 2011. Le 5e (+9,8 %) et le 9e arrondissements (+10,5 %) enregistrent les augmentations annuelles les plus fortes, alors que le 7e arrondissement est stabilisé avec +0,6 % sur un an.

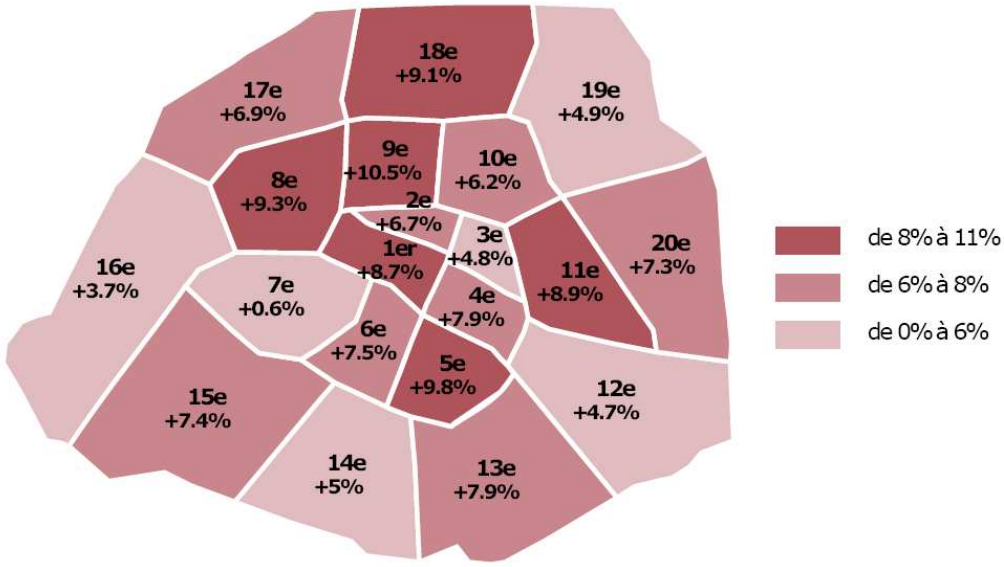
En variation trimestrielle, seuls 5 arrondissements progressent encore et 15 sont en baisse, allant jusqu'à -5,8 % dans le 6e arrondissement.

Au sein des quartiers, Pont de Flandre dans le 19e est le moins cher avec 5 940 €/m². A l'opposé, le quartier le plus onéreux est Notre-Dame dans le 4e avec 15 250 €/m², soit 2,5 fois plus cher.

Prix au m² médians au 1° trimestre 2012 des appartements anciens à Paris par arrondissement



Evolution sur un an des prix au m² médians des appartements anciens à Paris par arrondissement



Prix des appartements anciens en Petite Couronne

	Petite Couronne				
	T1 2011	T2 2011	T3 2011	T4 2011	**T1 2012**
Indice Notaires-INSEE	*111,2*	*115,9*	*119,9*	*119,0*	***118,8***
Prix au m² (valorisation indice)	*4 150 €*	*4 320 €*	*4 470 €*	*4 440 €*	***4 430 €***
Variation annuelle	*11,2%*	*12,8%*	*12,0%*	*8,8%*	***6,8%***
Variation trimestrielle	*1,7%*	*4,2%*	*3,4%*	*-0,7%*	***-0,2%***

Au 1er trimestre 2012, le prix des appartements anciens en Petite Couronne s'établit à 4 430 €/m² (prix sous-jacents aux indices Notaires-INSEE). Les Hauts-de-Seine restent le département le plus cher avec 5 380 €/m² et une croissance annuelle de 7,5 %. Globalement, la variation annuelle continue de décroître progressivement avec désormais +6,8 % entre le 1er trimestre 2011 et le 1er trimestre 2012. En variation trimestrielle, les prix se stabilisent dans les trois départements.

Prix des appartements anciens en Grande Couronne

	Grande Couronne				
	T1 2011	T2 2011	T3 2011	T4 2011	**T1 2012**
Indice Notaires-INSEE	*107,5*	*109,7*	*112,3*	*111,0*	***111,4***
Prix au m² (valorisation indice)	*3 040 €*	*3 100 €*	*3 170 €*	*3 130 €*	***3 140 €***
Variation annuelle	*7,5%*	*7,9%*	*6,8%*	*4,8%*	***3,5%***
Variation trimestrielle	*1,5%*	*2,0%*	*2,3%*	*-1,1%*	***0,3%***

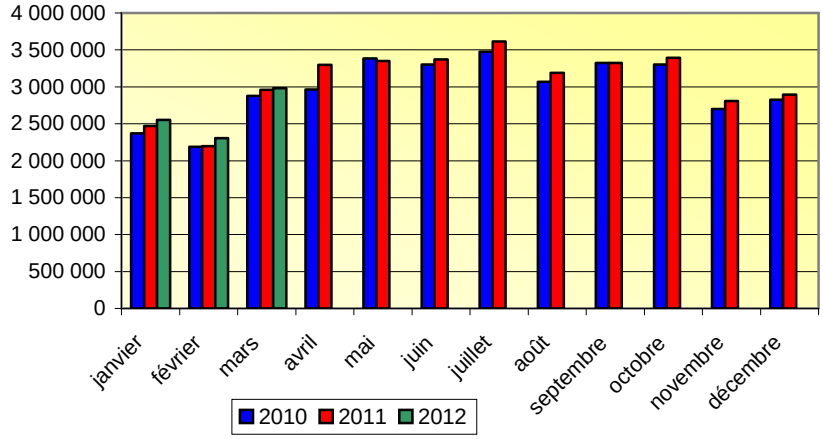
Le prix au m² des appartements anciens en Grande Couronne s'élève à 3 140 € (prix sous-jacents aux indices Notaires-INSEE). La hausse annuelle des prix ralentit à +3,5 %, ce taux étant deux fois moins élevé qu'au 1er trimestre 2011. Sur un trimestre, on note une légère progression des prix en Seine-et-Marne (+1,1 %).

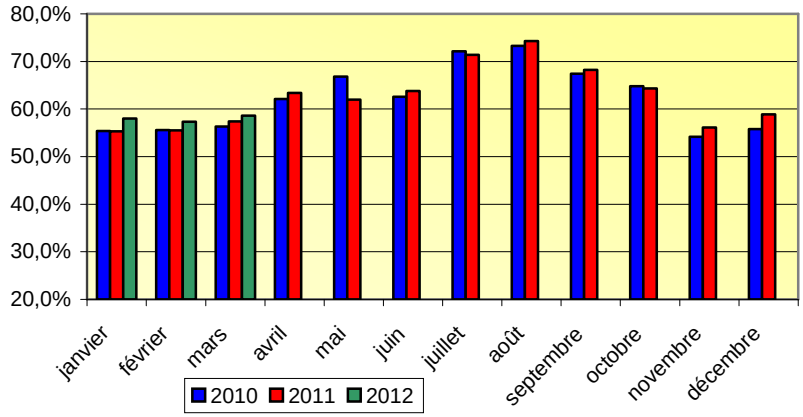
Le tourisme à Paris (Sources : CRT - OTCP)

***Les nuitées hôtelières* (CRT)**

Le nombre des nuitées hôtelières a été en hausse en février et mars 2012 (+5,1 % et +0,8 %) comparativement à février et mars 2011.

Au premier trimestre 2012, le cumul des nuitées hôtelières est supérieur de +2,8 % à la même période 2011, soit 7 840 402 contre 7 623 328.



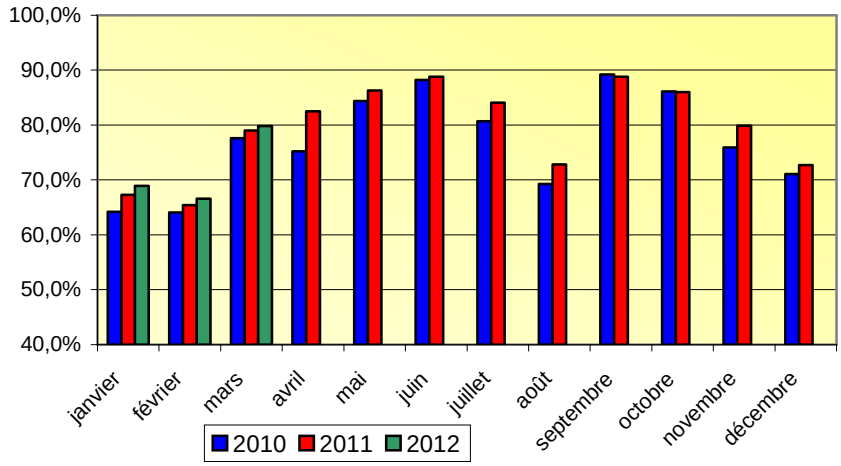


***La part de la clientèle étrangère dans les nuitées hôtelières* (CRT)**

La part des nuitées étrangères a été supérieure en février et mars 2012 par rapport à février et mars 2011 (respectivement +1,8 % et +1,2 %).

***Le taux d'occupation moyen de l'hôtellerie homologuée parisienne* (CRT)**

Le taux d'occupation moyen de l'hôtellerie homologuée parisienne toutes catégories confondues en mars 2012 est en hausse de +0,8 % par rapport à mars 2011, il s'établit à 79,8 %.



Prix moyens et RevPAR* (OTCP - MKG Hospitality)

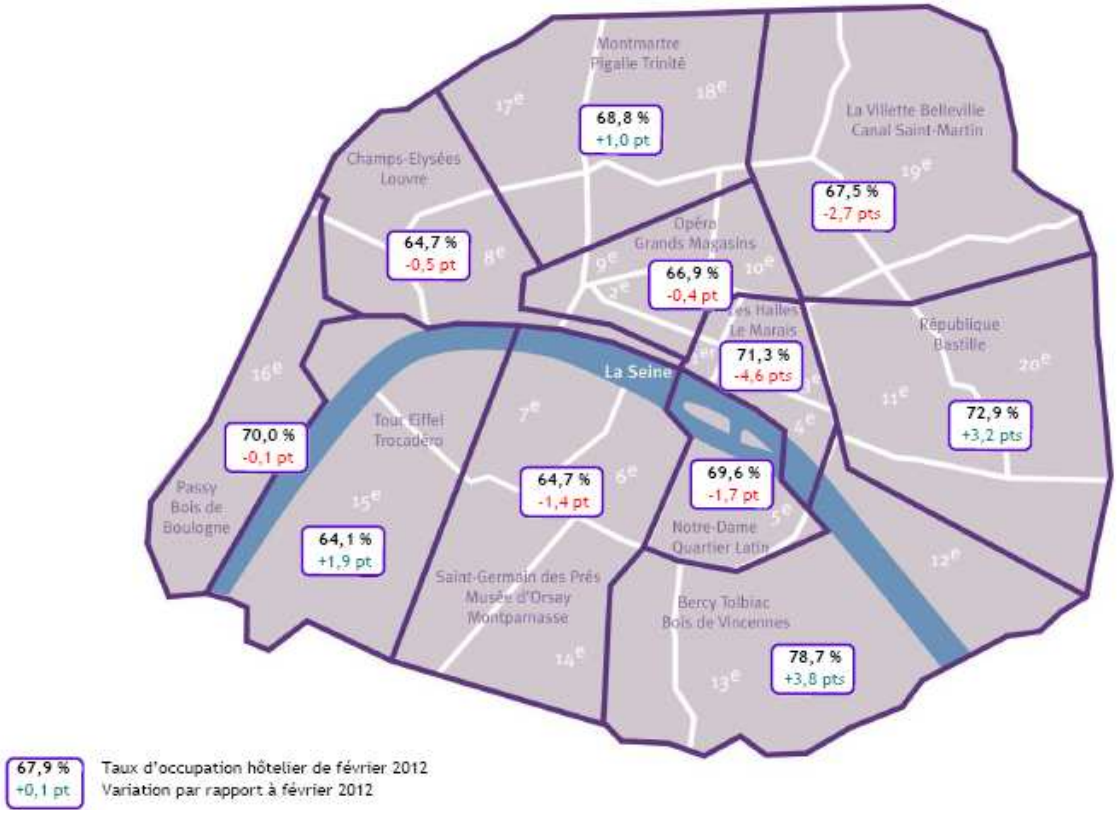
Comparativement à janvier-février 2011, le prix moyen hôtelier à Paris sur la période janvier-février 2012 est supérieur de +7,3 %. S'agissant du RevPAR sur la même période, il est en augmentation également de +7,3 %.

	Janvier-Février 2012	Variation 2011/2012
Prix moyen	147,5 €	7,3%
RevPAR	101,5 €	7,3%

Les taux d'occupation hôteliers par zone touristique en février 2012 ***(OTCP - MKG Hospitality)***

Le taux d'occupation hôtelier moyen par zone touristique s'est établi à 67,9 % en février 2012, soit +0,1 point de plus qu'en février 2011.

Parmi les taux d'occupation par zones touristiques, les évolutions annuelles s'échelonnent de –4,6 % pour le quartier Les Halles/Le Marais à +3,2 % pour la zone République/Bastille.

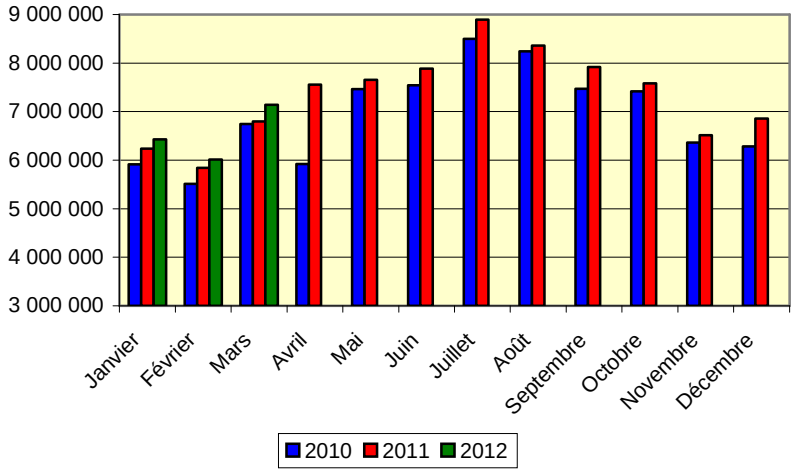


Le transport aérien (Source : ADP)

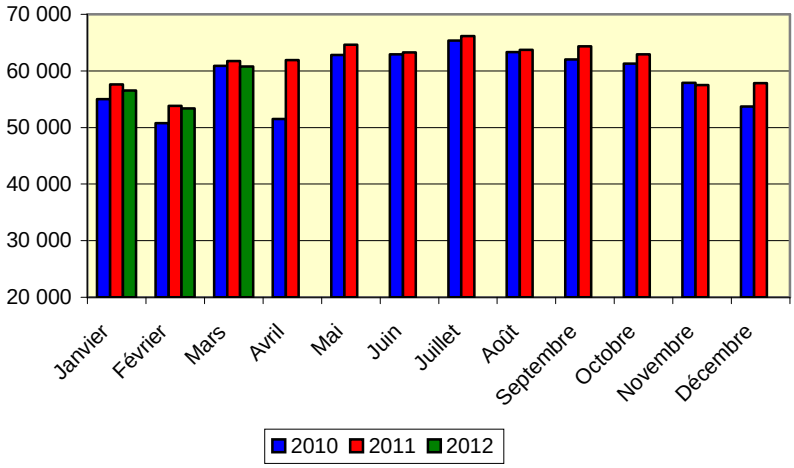
Le trafic passagers

Le nombre des passagers dans les Aéroports de Paris a augmenté de +5,0 % en mars 2012 par rapport à mars 2011. Le trafic a augmenté sur tous les segments : domestique +2,1 %; moyen courrier +4,3 % et long courrier +7,9 %.

Sur les trois premiers mois 2012, le trafic cumulé augmente de +3,8 % par rapport à la même période 2011 : domestique, -0,5 % ; moyen et long courrier, +3,0 % et +6,8 %.



* RevPAR : REVPAR (revenue per available room)= Chiffres d'affaires hébergement / Chambres disponibles



Les mouvements commerciaux

Les mouvements commerciaux de fret ont baissé de –1,5 % en mars 2012 par rapport à mars 2011. Les mouvements domestiques croissent de +0,4 % ; les mouvements internationaux U.E. baissent de –3,3 % et ceux hors U.E. de –0,5 %.

Au premier trimestre 2012, le trafic cumulé du nombre de mouvements commerciaux a régressé de -1,4 % par rapport aux trois premiers mois 2011, en décroissance sur tous les segments : -0,9 % sur le faisceau domestique ; -2,3 % sur l'U.E. et –0,6 % sur les autres mouvements internationaux.

Les investissements étrangers en 2011

(Sources : AFII - ARD)

Les investissements étrangers en France

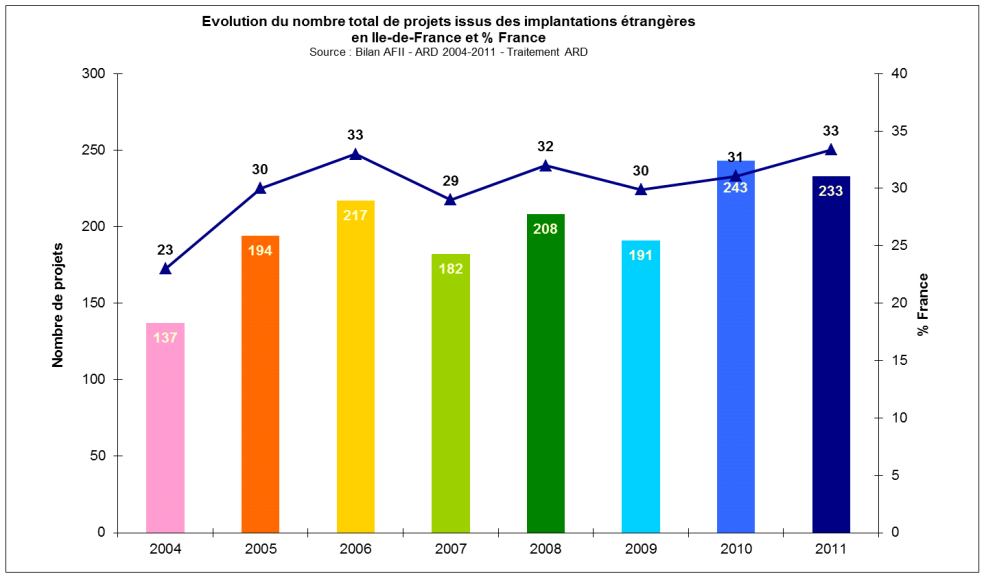
Le bilan des investissements étrangers en France en 2011 est en baisse. Le nombre de projets concrétisés est de 698 contre 782 en 2010. De même le nombre des emplois créés ou maintenus est en baisse et atteint 27 958 contre 31 815 en 2010.

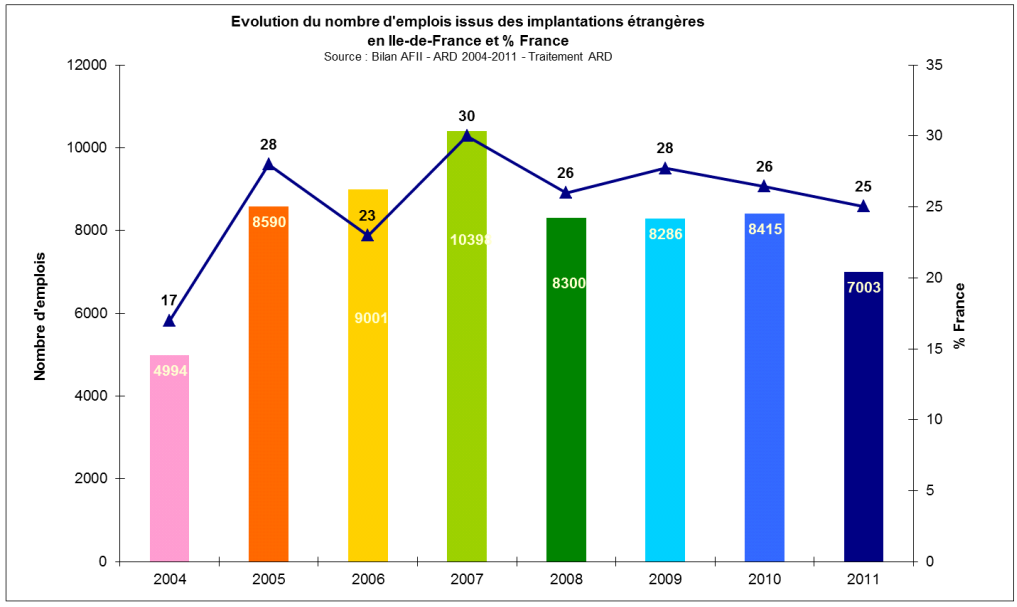
La France a attiré, en 2011, 698 nouveaux projets d'investissement étrangers créateurs d'emploi. Il s'agit du deuxième meilleur résultat enregistré depuis plus de dix ans. Cependant, la taille des projets d'investissement connaît une baisse régulière depuis plusieurs années. Le nombre d'emplois créés ou maintenus enregistre une baisse de -12 % par rapport à 2010. Avec 27 958 emplois, l'année 2011 se place dans la moyenne annuelle observée entre 1993 et 2011 (27 761 emplois).

Les investissements étrangers en Île-de-France

En 2011, l'Île-de-France a accueilli ou maintenu 233 projets d'implantations, soit un peu plus du tiers des implantations sur le territoire français. La région Île-de-France confirme sa place de région française la plus attractive en 2011. Ces entreprises étrangères vont créer ou maintenir 7 003 emplois (25 % de l'ensemble national).

Les Etats-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni restent les principaux investisseurs. 41,6 % des projets sont des centres de décisions, suivis de 37,8 % des services aux entreprises.





Répartition des projets et des emplois par secteurs d'activités

Les trois principaux secteurs en termes de projets sont :

- « Logiciels et prestations informatiques », 22,7 % des entreprises,
- « Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises », 13,7 % des entreprises,
- « Services financiers, bancaires et assurances », 6,4 % des entreprises.

Les trois principaux secteurs pourvoyeurs d'emplois sont :

- « Transports et stockage », 15,3 % des emplois,
- « Commerce et distribution », 11,7 % des emplois,
- « Logiciels et prestations informatiques », 11,4 % des emplois.

Secteur d'activités	Nombre d'entreprises	Somme des emplois Total
Logiciels et prestations informatiques	**53**	**796**
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	**32**	747
Services financiers, bancaires et assurances	15	308
Equipements électriques, électroniques, informatiques	13	138
Hôtellerie, tourisme et restaurant	12	785
Commerce et distribution	11	**820**
Equipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	11	420
Médicaments et biotechnologies appliquées	11	131
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	9	130
Transport, stockage	9	**1072**
Machines et équipements mécaniques	8	95
Ameublement et équipement du foyer	7	82
Autres activités de services	6	252
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	6	125
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	6	475
Constructeurs automobiles et équipementiers	5	118
Energie, recyclage, autres services concédés	5	85
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	3	121
Parfums, cosmétiques	3	40
Chimie, plasturgie	2	41
Autres	1	12
BTP, matériaux de construction	1	10
Composants électroniques	1	10
Electronique grand public	1	60
Métaux, travail des métaux	1	10
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	120
Total général	**233**	**7003**

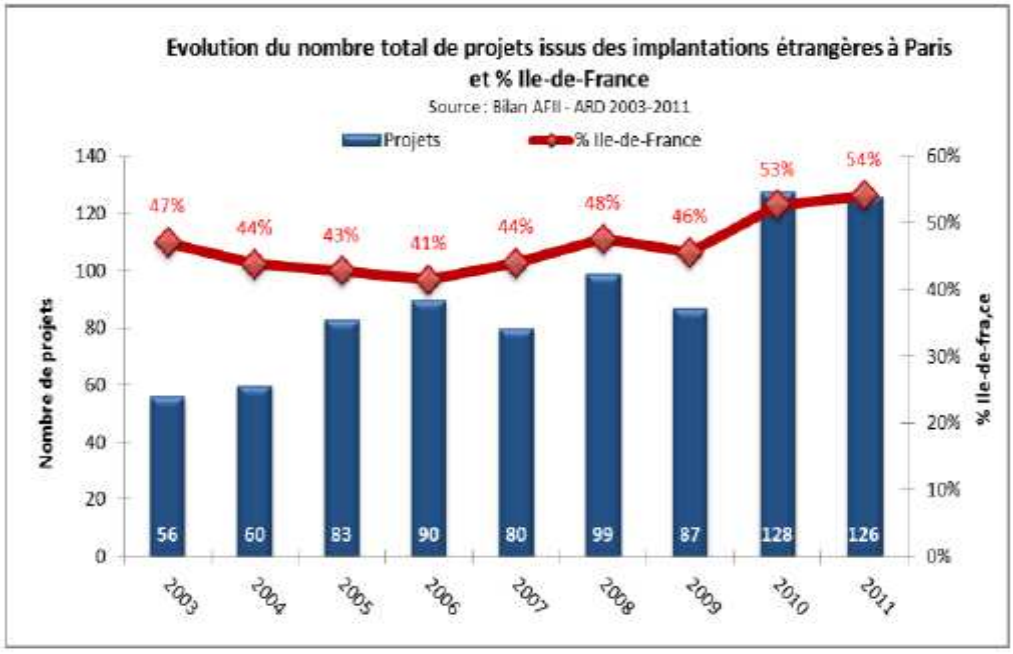
La région Île-de-France accueille une plus forte proportion de créations d'entreprises (65,2 % des projets) que la France (45,7 %). Elle accueille 47,2 % des créations d'entreprises en France.

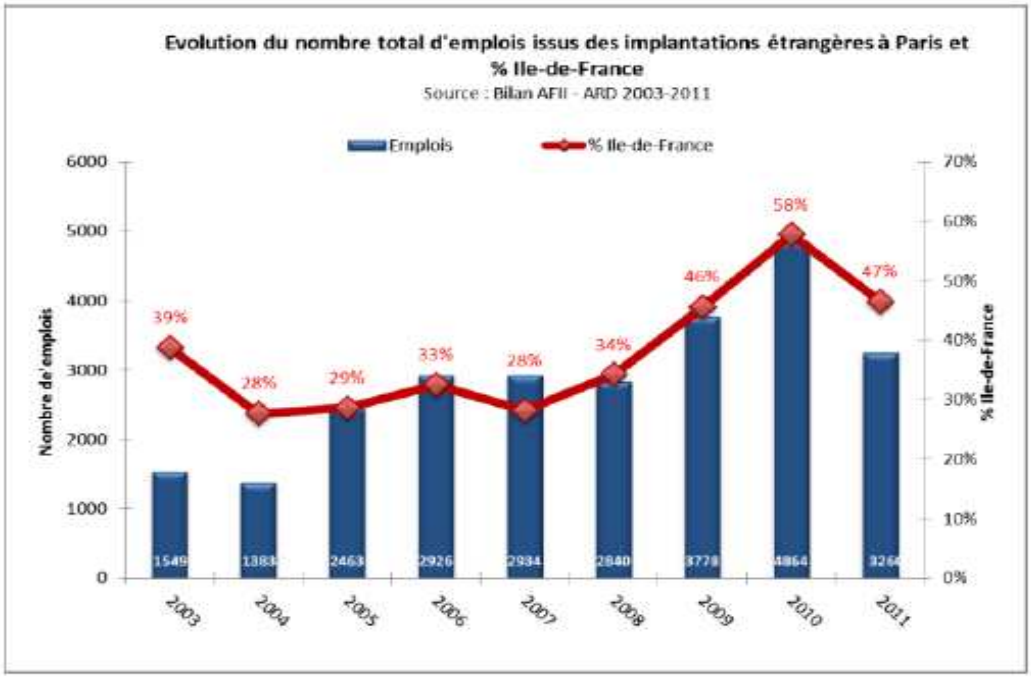
Type d'opération	Nombre d'entreprises	Somme des emplois maintenus	Somme des emplois créés	Somme des emplois Total
Création	152		4097	4097
Extension	71		2224	2224
Reprise-extension	8		372	372
Reprise	2	280	30	310
Total général	**233**	**280**	**6723**	**7003**

Les investissements étrangers à Paris

Paris accueille 126 projets en 2011 représentant 3 260 emplois, soit 54,1 % des projets et 46,6 % des emplois accueillis en Île-de-France.

Depuis 2003, on constate que Paris représente une part importante des implantations étrangères en Île-de-France, qui n'est jamais descendue en dessous des 40 % depuis cette date.





Nombre moyen d'emplois créés ou maintenus par projet par année.

En 2011, 26 emplois en moyenne ont été créés ou maintenus par projet.

2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	moyenne 2003/2011
28	23	30	33	37	29	43	38	26	32

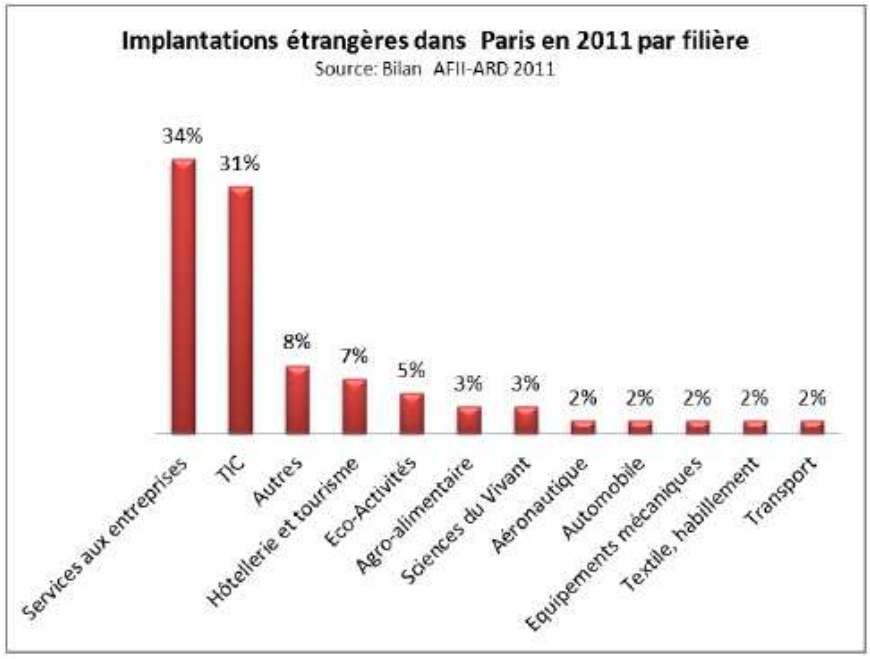
Répartition par pays d'origine des projets implantés à Paris

Les États-unis arrivent en première position à Paris en termes de projets et d'emplois, avec 38 projets et 1 611 emplois, soit 30,2 % des projets et 49,4 % des emplois. Suivent l'Allemagne en nombre de projets (15 projets, 11,9 %) et le Royaume-Uni en nombre d'emplois (348 emplois, 10,7 %).

	PROJETS	EMPLOIS	Proportion d'emplois créés par le pays dans le département
États-Unis	38	1611	49%
Allemagne	15	340	10%
Italie	9	137	4%
Royaume-Uni	9	348	11%
Japon	8	70	2%
Espagne	6	90	3%
Inde	5	103	3%
Belgique	4	70	2%
Chine	4	45	1%
Suède	4	40	1%
Canada	3	35	1%
Pays-Bas	3	95	3%
Suisse	3	55	2%
Brésil	2	20	1%
Danemark	2	50	2%
Singapour	2	60	2%
Taïwan	2	15	>1%
Arabie Saoudite	1	5	>1%
Bermudes	1	13	>1%
Hong-Kong	1	10	>1%
Irlande	1	20	>1%
Maroc	1	5	>1%
Fédération de Russie	1	5	>1%
Turquie	1	18	1%
Total	126	3260	100%

Répartition par filières des projets implantés à Paris

34 % des entreprises relèvent du secteur des « Services aux entreprises » et 31 % de celui des TIC.



53 % des projets sont des centres de décisions, suivis de 33 % des services aux entreprises.
Enfin, 77 % des entreprises étrangères implantées en 2011 à Paris ont créé de nouvelles structures.